



Communiqué de presse

Comment analyser les données maritimes dans l'océan Indien ?

Pour bien analyser les données d'intérêt maritime, il est nécessaire de comprendre comment fonctionnent le transport maritime, les activités de pêche, d'exploitation de gaz et de pétrole, puis de conduire des recherches d'information sur Internet ou auprès des agences spécialisées. Ces thèmes sont abordés dans la nouvelle formation organisée par CRIMARIO en collaboration avec le CRFIM du 24 juillet au 4 août à Antananarivo ; elle est suivie par 31 spécialistes maritimes des Comores et de Madagascar.

Le projet européen CRIMARIO, en collaboration avec le CRFIM, démarre une série de cours relatifs à l'analyse des données d'intérêt maritime destinés aux personnels spécialisés des administrations maritimes des Comores et de Madagascar. Grâce aux compétences acquises, ces administrations seront en mesure de mieux identifier, comprendre et anticiper les événements incompatibles avec une exploitation paisible de la mer et de ses ressources.

Ce premier cours, d'une série de trois, comprend des modules sur la pêche, le transport maritime, les forces navales, l'exploitation pétrolière et gazière offshore, la recherche et la veille d'information sur Internet. On sait que ces activités en mer font face à diverses menaces et accidents, d'où l'importance de connaître leur mode de fonctionnement.

Coordonné par Olivier Bézier, responsable Formation de CRIMARIO, cinq formateurs ont dispensé les divers modules à 31 participants originaires des principales agences intervenant dans les activités en mer : affaires maritimes, autorités portuaires, douanes, police nationale, armée de l'air, marine nationale, garde-côtes, gendarmerie nationale, centre de surveillance des pêches, bureau national de gestion des risques et des catastrophes, météorologie, mines, commission interministérielle de lutte contre les drogues.

Les deux prochaines sessions de formation se tiendront en septembre et en octobre à Madagascar pour le même groupe de participants.

Outre des équipes compétentes, n'oublions pas qu'une surveillance maritime efficace repose sur l'échange d'information ; c'est pourquoi CRIMARIO tout comme le CRFIM appellent à une coopération régionale, dont la nécessité a également été soulignée par les 21 pays signataires du Code de conduite de Djibouti lors d'une réunion à Djeddah en janvier dernier. Concrètement, CRIMARIO va bientôt mettre à disposition des pays partenaires de l'ouest de l'Océan indien un portail web dénommé IORIS dédié au partage des informations maritimes et à la gestion des incidents en mer, tant au niveau national que régional. Quant au CRFIM, ses équipes collectent et analysent en continu des informations maritimes, en vue d'anticiper les risques et menaces dans la côte ouest de l'Océan indien.



Pour aller plus loin

Le projet CRIMARIO : pourquoi ?

Pour faire face aux défis de la sécurité maritime dans l'océan Indien, l'Union européenne a lancé le programme **Routes maritimes critiques** afin de soutenir un mécanisme régional, le Code de conduite de Djibouti, conclu en 2009 entre les 21 pays côtiers de l'ouest de l'océan indien et amendé à Djeddah en janvier 2017.

Au sein de ce programme, le projet CRIMARIO vise à renforcer la sûreté et la sécurité maritime dans l'ouest de l'océan Indien en appuyant les pays côtiers dans le développement de la **connaissance de la situation maritime**. Cette connaissance résulte du partage et de la fusion de données provenant de diverses sources techniques et de divers pays. En retour, une connaissance exhaustive et constante de la situation maritime donne la capacité aux divers intervenants d'améliorer la sûreté, la sécurité et la protection de l'environnement maritime régionaux.

Pour ce faire, CRIMARIO propose aux partenariats régionaux plusieurs initiatives dont la création d'une **plateforme de partage d'information et de gestion d'incidents (IORM)**, le renforcement de capacité grâce à des formations appuyées par une plateforme de gestion des connaissances, des ateliers valorisant la coopération inter-administration et régionale ainsi qu'une aide à la conception de directives de partage de l'information.

Le projet, géré par **Expertise France**, se déroule de janvier 2015 à janvier 2019 soutenu par un budget de 5,5 millions d'euros.

A Madagascar, CRIMARIO collabore étroitement avec le CRFIM, le point focal étant assuré par le contre-amiral Randrianarisoa, Premier Adjoint des Forces Navales malgaches. Un programme de formation a été établi, centré sur l'analyse des données d'intérêt maritime puis sur la formation de formateurs. Un appui spécifique à l'équipe du CRFIM est également en cours en matière de gestion de l'information.

Le CRFIM

Le Centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM) a été initié par les autorités malgaches dès 2013 pour diffuser la connaissance de la situation maritime des pays côtiers de l'Afrique orientale, australe et de l'Océan indien (AOA-OI). Le CRFIM a été confirmé par la déclaration de Djibouti sur la sécurité et la sûreté maritime signée le 15 mai 2016 par les Ministres de la zone AOA-OI. Outre le soutien du gouvernement malgache, le CRFIM bénéficie de l'appui de deux programmes européens (MASE et CRIMARIO). Les analystes de ce centre ont pour mission d'analyser les comportements suspects de navigation, puis d'alerter les agences d'intervention et les décideurs politiques. L'intervention en mer sera coordonnée par le Centre régional de coordination des opérations maritimes établi aux Seychelles.

S'informer sur les activités de CRIMARIO

Contacts : Am Georges Bosselut, coordonnateur du projet : georges.bosselut@crimario.eu

Contact général : info@crimario.eu

Twitter : @EU_Crimario

LinkedIn: EU Crimario

Web: <http://www.crimario.eu/>

Contactez le CRFIM

watchfloor@crfim-madagascar.org

Tel. + 261 32 44 746 50 / +261 20 22 24 393

Twitter: @RMFCenter